

B. — Régime extérieur commun :

France, Algérie, Andorre, Cameroun, Congo, Centrafrique, Gabon, Maroc, Monaco, Tchad, Tunisie (Par 25 grammes)	15 »
Cambodge, Comores, Côte française des Somalis, Guadeloupe, Guyane, Laos, Madagascar, Martinique, Nouvelle Calédonie, Nouvelles Hébrides, Polynésie française, Réunion, Saint-Pierre et Miquelon, Terres australes et antarctiques françaises, Vietnam (Sud), Wallis et Futuna (Par 25 grammes)	25 »

VIII. — Autres taxes.

Les dispositions actuelles concernant les autres taxes demeurent en vigueur (Sans changement).

ARRETE ministériel n° 11214 M.I.T.T. du 28 juillet 1965
portant institution d'un dépôt de garantie pour boîtes postales (ou de commerce)

LE MINISTRE DÉLÉGUÉ A LA PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE,
CHARGÉ DE L'INFORMATION, DU TOURISME ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS,

Vu la Constitution;

Vu l'ordonnance n° 60-22 du 3 octobre 1960, portant création de l'office des postes et télécommunications;

Vu le décret n° 62-327 M.T.T. du 16 août 1962, portant organisation de l'office des postes et télécommunications, et notamment ses articles 6 et 7;

Vu le décret n° 65-179 du 19 mars 1965, modifiant le décret n° 63-795 du 9 décembre 1963, portant répartition des services nationaux entre la Présidence de la République et les différents ministères;

Vu l'arrêté n° 261 M.T.P. du 13 juillet 1959, portant réaménagement des tarifs des postes et télécommunications du régime international et du régime intérieur;

Vu la résolution n° 7 en date des 23 et 26 février 1965, de la Conférence des administrations des postes et télécommunications des Etats de l'Afrique de l'Ouest;

Vu la délibération n° 1/65/66, en date du 7 juillet 1965, du Conseil d'administration de l'office des postes et télécommunications,

ARRÊTE :

Article premier. — Un dépôt de garantie de 500 francs par clé fournie est perçu sur les abonnés aux boîtes postales (boîtes de commerce) lors de la souscription de l'abonnement.

Art. 2. — Les services administratifs et officiels sont dispensés du versement de ce dépôt de garantie.

Art. 3. — Le prix de cession de chaque clé de remplacement est fixé à 500 francs.

Art. 4. — Ces dispositions entreront en vigueur le 1^{er} août 1965, pour les nouveaux abonnements et le 1^{er} janvier 1966, pour les abonnements en cours au 31 juillet 1965.

Art. 5. — Le directeur de l'office des postes et télécommunications est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Dakar, le 28 juillet 1965.

ABDOULAYE FOFANA.

ARRETE ministériel n° 11215 M.I.T.T. du 28 juillet 1965
portant modification de la réglementation et de certaines taxes des chèques postaux

LE MINISTRE DÉLÉGUÉ A LA PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE,
CHARGÉ DE L'INFORMATION, DU TOURISME ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS,

Vu la Constitution;

Vu l'ordonnance n° 60-22 du 3 octobre 1960, portant création de l'office des postes et télécommunications;

Vu le décret n° 62-327 M.T.T. du 16 août 1962, portant organisation de l'office des postes et télécommunications, et notamment ses articles 6 et 7;

Vu le décret n° 65-179 du 19 mars 1965, modifiant le décret n° 63-795 du 9 décembre 1963, portant répartition des services nationaux entre la Présidence de la République et les différents ministères;

Vu l'arrêté n° 261 M.T.P. du 13 juillet 1959, portant réaménagement des tarifs des postes et télécommunications du régime intérieur;

Vu l'arrêté n° 268 M.T.P. du 15 juillet 1959, portant réaménagement des tarifs des postes et télécommunications du régime international et du régime de la Communauté;

Vu la résolution n° 20 en date des 23 et 26 février 1965, de la Conférence des administrations des postes et télécommunications des Etats de l'Afrique de l'Ouest;

Vu la délibération n° 1/65/66 en date du 7 juillet 1965, du Conseil d'administration de l'office des postes et télécommunications,

ARRÊTE :

Article premier. — Le prix de cession des carnets de chèques postaux de paiement et de virement est porté de 25 à 50 francs à compter du 1^{er} mai 1965.

Art. 2. — La taxe d'ouverture de compte est supprimée à compter du 1^{er} janvier 1966.

Art. 3. — La taxe de virement interne est supprimée à compter du 1^{er} janvier 1966.

Art. 4. — Il est institué à compter du 1^{er} janvier 1966, une taxe annuelle de tenue de compte de 500 francs perçue au début de chaque année sur les comptes courants postaux existant au 31 décembre de l'année précédente.

Cette taxe n'est pas applicable aux comptes courants postaux ouverts aux comptables publics.

Art. 5. — Sont et demeurent abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté.

Art. 6. — Le directeur de l'office des postes et télécommunications est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Dakar, le 28 juillet 1965.

ABDOULAYE FOFANA.